



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-04 du 1^{er} avril 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Lors de son audition devant le Congrès, la Représentante au commerce Katherine Tai souligne la nécessité de changer d'approche à l'égard de la Chine
2. Le Sénat amende la proposition COMPETES, qui vise à renforcer la compétitivité des Etats-Unis face à la Chine, en lui substituant le contenu de sa proposition USICA, ouvrant ainsi la voie au travail de convergence entre Sénat et Chambre sur le sujet.
3. Le Département au Trésor annonce de nouvelles sanctions, tandis que le Secrétaire adjoint au Trésor souligne l'importance de sanctions ciblant les chaînes d'approvisionnement de la Russie

Climat – énergie – environnement

4. Le président Biden a annoncé jeudi une importante libération de réserves stratégiques sur 6 mois, et a appelé les compagnies pétrolières à forer davantage, invitant le Congrès à travailler à des incitations au besoin
5. Le président Biden invoque la loi sur la production de défense pour accélérer la production nationale de minéraux essentiels à la fabrication de batteries pour véhicules électriques

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Face au risque d'une crise alimentaire mondiale, la profession agricole demande à l'USDA de pouvoir remettre en culture des terres en jachère

Numérique et innovation

7. L'Utah devient le premier Etat républicain à se doter d'une loi générale de protection des données personnelles
8. Introduction du GOOD AI Act à la Chambre des Représentants

Santé

9. Une demande de budget de 127 Md pour la santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Lors de son audition devant le Congrès, la Représentante au commerce Katherine Tai souligne la nécessité de changer d'approche à l'égard de la Chine

La Représentante au commerce américaine (*U.S. Trade Representative - USTR*) Katherine Tai était auditionnée le 30 mars par la Commission des Voies et Moyens de la Chambre des représentants et le 31 mars par la Commission des Finances du Sénat. Lors de cet exercice annuel, Katherine Tai a présenté les priorités en matière de politique commerciale de l'Administration Biden, dans le prolongement de la [publication](#) le 1^{er} mars de l'agenda présidentiel de politique commerciale pour 2022. Après un propos introductif identique à la [Chambre](#) et au [Sénat](#), Katherine Tai a ensuite répondu aux questions des représentants et des sénateurs pendant environ 4 heures dans chacune des chambres.

Katherine Tai est en particulier revenue sur les échanges entre les Etats-Unis et la Chine engagés en octobre 2021, notamment sur le respect par la Chine de ses engagements pris dans l'Accord dit de « Phase 1 » (conclu sous l'Administration Trump). Katherine Tai a appelé à reconnaître les limites de cet accord et à « tourner la page » de la stratégie consistant à faire changer la Chine. Katherine Tai a souligné le besoin d'agir au plan domestique, en développant de nouveaux outils pour défendre les intérêts économiques américains, ainsi qu'en favorisant la reconstruction d'une base industrielle et l'investissement au niveau national. K. Tai a incité les représentants à voter rapidement la proposition de loi *COMPETES* visant à renforcer la compétitivité des Etats-Unis face à la Chine.

2. Le Sénat amende la proposition *COMPETES*, qui vise à renforcer la compétitivité des Etats-Unis face à la Chine, en lui substituant le contenu de sa proposition *USICA*, ouvrant ainsi la voie au travail de convergence entre Sénat et Chambre sur le sujet.

Le Sénat a [voté](#) le 28 mars une version amendée de l'*America COMPETES Act* (68-28), qui avait été [adopté](#) à la Chambre le 4 février 2022 sans le soutien du Parti républicain (222-210). Le Sénat a remplacé le contenu du *COMPETES Act* par les éléments de sa proposition *USICA* (*U.S. Innovation and Competition Act*) adoptée en juin 2021 (68-32). Cette procédure était une formalité nécessaire pour engager le processus de « comité de

conférence » permettant de réconcilier les textes des deux chambres.

Le chef de la majorité au Sénat, Chuck Schumer (D-New York), et la Présidente de la Chambre, Nancy Pelosi (D-Californie), avaient [annoncé](#) en novembre 2021 être parvenus à un accord de principe pour la réunion de ce comité, dont la composition et le calendrier ne sont pas encore connus. C. Schumer a indiqué espérer « *initier le comité de conférence d'ici la fin de la période de travail* » qui s'étend jusqu'au 8 avril.

Le *COMPETES Act* vise à renforcer la compétitivité des Etats-Unis face à la Chine et contient notamment le financement à hauteur de 52 Mds USD du *CHIPS Act* en soutien à l'industrie américaine des semi-conducteurs, fortement soutenu par l'administration Biden et également inclus dans *USICA*. Le texte de la Chambre contient plusieurs mesures (soutien à la lutte contre le changement climatique, création d'un mécanisme de contrôle des investissements sortants, etc.) qui ne figurent pas dans le texte du Sénat et seront discutées dans le cadre du comité de conférence.

3. Le Département au Trésor annonce de nouvelles sanctions, tandis que le Secrétaire adjoint au Trésor souligne l'importance de sanctions ciblant les chaînes d'approvisionnement de la Russie

Le Département au Trésor américain a [annoncé](#) le 31 mars la désignation de 21 entités et 13 individus ajoutés sur la liste SDN (*Specially Designated Nationals*), notamment pour leur participation à un réseau de contournement des sanctions au bénéfice de la base militaro-industrielle russe.

En déplacement en Europe, le Secrétaire adjoint au Trésor, Wally Adeyemo, a indiqué le 28 mars devant le groupe de réflexion *Chatham House* à Londres que les Etats-Unis et leurs Alliés sont déterminés à mettre en place de nouvelles sanctions – sanctions économiques et contrôle-export – tant que l'invasion russe continuera. Les Etats-Unis veulent utiliser à la fois les sanctions économiques, dont les effets sont immédiats, et les restrictions aux exportations, dont les effets « *vont se faire sentir avec le temps* ». W. Adeyemo n'a pas indiqué de secteurs spécifiques mais précisé que les prochaines sanctions viseront à perturber les chaînes d'approvisionnement de la Russie et continueront de cibler les entreprises « *qui permettent les activités malveillantes du Kremlin* ».

Climat- Energie - Environnement

4 Le président Biden a annoncé jeudi une importante libération de réserves stratégiques sur 6 mois, et a appelé les compagnies pétrolières à forer davantage, invitant le Congrès à travailler à des incitations au besoin

[\(FICHE D'INFORMATION Maison Blanche : Le plan du président Biden pour répondre à la hausse des prix des carburants\)](#)

Sous une pression croissante pour faire baisser les prix élevés de l'énergie, le président Biden a annoncé jeudi que les États-Unis allaient libérer de leur réserve stratégique de pétrole (SPR) un million de barils par jour pendant 180 jours, pour une libération totale, inédite, allant jusqu'à 180 millions de barils. Cela représenterait, sur la période de libération, environ 5 % de la demande américaine et 1 % de la demande mondiale. C'est la troisième fois en quatre mois que les États-Unis mobilisent leurs stocks stratégiques.

Dans la foulée des annonces, une réunion de l'Agence internationale de l'énergie a été convoquée en urgence, qui devrait tenter d'élargir la mobilisation des réserves stratégiques. L'Agence évalue à 3 millions de barils par jour le manque de carburant en provenance de Russie.

M. Biden a également appelé les compagnies pétrolières américaines à forer davantage, estimant que les entreprises énergétiques avaient trop longtemps privilégié la rémunération de leurs actionnaires aux investissements. Il a enfin appelé le Congrès à travailler sur des mécanismes incitatifs pour s'assurer que les compagnies exploiteraient bien leurs baux.

L'administration prévoit que la libération du pétrole servira de pont jusqu'à la fin de l'année, lorsque la production nationale pourrait augmenter.

À quelques mois des élections de mi-mandat, le prix de l'essence s'élève aujourd'hui en moyenne à 4,20 dollars par gallon soit une augmentation de près de 1,50 dollar le gallon au cours de l'année écoulée.

5. Le président Biden invoque la loi sur la production de défense pour accélérer la production nationale de minéraux essentiels à la fabrication de batteries pour véhicules électriques

Le président Biden a annoncé qu'il signerait un décret fondé sur la Loi sur la production de défense, datant de l'époque de la Guerre froide, afin qu'elle puisse être mobilisée pour soutenir la production nationale de minéraux essentiels à la fabrication de batteries pour véhicules électriques, notamment le lithium, le nickel, le graphite, le cobalt et le manganèse. Cette décision s'inscrit dans la lignée des utilisations précédentes de la loi, qui accorde explicitement au président l'autorité de s'occuper de l'exploitation minière et de la production de minéraux considérés comme essentiels à la sécurité de la nation.

L'ajout de minéraux comme le nickel, le lithium, le graphite, le manganèse et le cobalt à la liste des matériaux couverts par le programme du titre III de la loi sur la production de défense pourrait aider les entreprises à accéder à un fonds de 750 M\$. Plutôt que des prêts ou des achats directs de minéraux, la directive permettrait d'octroyer des soutiens à la production dans les exploitations actuelles, aux améliorations de la productivité et de la sécurité, ainsi qu'aux études de faisabilité.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a ébranlé le secteur de l'énergie propre en augmentant la volatilité des marchés des métaux, ce qui a fait grimper les prix de minéraux clés comme le nickel, l'aluminium et le palladium, dont les prix étaient déjà en hausse avant l'invasion de la Russie en raison des prévisions selon lesquelles l'offre mondiale ne pourra satisfaire la demande croissante attendue des économies en pleine électrification.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. Face au risque d'une crise alimentaire mondiale, la profession agricole demande à l'USDA de pouvoir remettre en culture des terres en jachère

Des organisations professionnelles agricoles majeures, dont l'*American Farm Bureau Federation* et la *National Grain and Feed Association*, [ont écrit](#) au Secrétaire à l'agriculture Tom Vilsack dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et du souci de prévenir une crise alimentaire. Rappelant l'importance de l'Ukraine dans l'approvisionnement alimentaire de nombreux pays et notamment de pays pauvres d'Afrique, les professionnels américains demandent expressément à l'USDA d'autoriser, sans pénalités financières pour les agriculteurs concernés, la remise en culture d'environ 2 Mha, sur un total de 9 Mha, de terres actuellement retirées de la production dans le cadre du *Conservation Reserve Program* (CRP). De façon habile, les professionnels proposent à la fois de ne remettre en production que les meilleures terres (« terres de premier choix ») et celles qui posent le moins de problèmes

en termes environnemental et de biodiversité. Ce souci de proposer une remise en culture pour produire plus tout en assurant le mieux possible la durabilité de ce surcroît de production s'illustre également dans les modalités prévues. Ainsi, la profession agricole propose que les terres qui seront remises en culture le soient sous le régime des programmes environnementaux que sont l'*Environmental Quality Incentives Program* (EQIP) ou le *Conservation Stewardship Program* (CSP). [Ces programmes](#) aident les agriculteurs, sur plus ou moins longue durée, à adopter des pratiques culturales durables dans leurs exploitations. Cette démarche des agriculteurs américains à laquelle l'USDA n'a pas encore officiellement répondu, entre en résonance avec les démarches soutenues par la France au niveau de l'Union européenne où 2,5 Mha de terres en jachère pourraient être remises en production rapidement ainsi qu'avec l'initiative FARM (*Food and Agriculture Resilience Mission*) annoncée par le Président de la République Emmanuel Macron à l'occasion de la réunion du G7 du 24 mars à Bruxelles.

Numérique et Innovation

7. L'Utah devient le premier Etat républicain à se doter d'une loi générale de protection des données personnelles

Le Gouverneur de l'Utah, Spencer Cox, a signé le 24 mars 2022 « [l'Utah Consumer Privacy Act](#) », après son adoption à l'unanimité par les deux chambres, faisant de son Etat le 4ème à protéger l'ensemble des données personnelles de ses habitants à compter du 31 décembre 2023. Les opérateurs couverts sont tenus d'informer leurs clients du traitement de leurs données personnelles, de leur offrir un droit d'accès et d'effacement ainsi qu'un *opt-out* afin que leurs données ne soient pas utilisées à des fins de publicité ciblées ou revendues et enfin en assurer la portabilité. Les données définies comme sensibles (race, religion, orientation sexuelle, santé, de géolocalisation ou biométriques) doivent faire l'objet d'une information renforcée. Les opérateurs ont interdiction de discriminer les consommateurs qui auraient fait usage de leurs droits. En l'absence de

droit d'action directe au profit des consommateurs ceux-ci doivent saisir la division de protection des consommateurs de toute allégation de manquement à charge pour cette division, en cas de doute sérieux, de saisir l'avocat général de l'Etat qui est le seul à pouvoir agir contre un opérateur. En substance, ses dispositions sont très proches des lois adoptées par la Virginie et le Colorado, dans ce qui semble devenir le modèle pour les législations locales étatiques. La réglementation californienne, qui était similaire avant d'être renforcée en 2020 – ce qui l'a rapprochée du RGPD qui ouvre un droit de recours direct aux résidents lésés et a mis en place une agence dédiée –, apparaît trop contraignante pour les opérateurs pour constituer un modèle aux Etats-Unis et notamment dans les Etats Républicains.

8. Introduction du GOOD AI Act à la Chambre des Représentants

La représentante Brenda L. Lawrence (D, MI-14) et le représentant Anthony Gonzalez (R, OH-16) ont introduit le [Government Ownership and Oversight of Data in Artificial Intelligence \(GOOD AI\) Act](#) à la Chambre des Représentants, un projet de loi bipartisan qui vise à sécuriser et protéger les informations traitées par les sous-traitants fédéraux à l'aide de l'intelligence artificielle (IA), telles que les données biométriques provenant des analyses de reconnaissance faciale. Le projet de loi exigerait que le directeur de l'*Office of Management and Budget* (OMB) crée et consulte un groupe de travail appelé l'*Artificial Intelligence Hygiene Working Group* pour s'assurer que les sous-traitants gouvernementaux sécurisent et utilisent les données collectées par les technologies d'IA pour protéger la sécurité nationale, et ce d'une manière qui garantit la vie privée et les droits de tous les Américains. Ce groupe de travail serait composé d'experts venant de l'ensemble du gouvernement fédéral. Le groupe de travail serait chargé de développer et de mettre en œuvre des solutions garantissant que les contrats gouvernementaux pour les services d'IA exigent que les données et les systèmes soient sécurisés, protègent les droits et libertés civils des américains et précisent que le gouvernement fédéral est le propriétaire ultime des informations collectées, afin qu'il ne puisse pas être approprié par des contractants ou affiché publiquement, vendu ou utilisé à mauvais escient par des organisations d'une manière qui compromet la vie privée des Américains. Cette législation est le compagnon d'un projet de loi introduit au Sénat par Gary Peters (D-MI) et Rob Portman (R-OH) en octobre 2021.

Brèves

- Dans le cadre de sa demande budgétaire 2023 publiée le 28 mars, l'administration Biden propose d'augmenter le financement de la Division antitrust du *Department of Justice* de 88 M\$, portant son budget à 287 M\$ (augmentation de 49% par rapport à son budget 2022), et celui de la *Federal Trade*

Commission de 139 M\$, portant son budget à 491 M\$ (+30%). L'administration Biden propose également une augmentation significative du budget du *National Institute of Standards and Technology* (NIST), avec une hausse de 187 M\$ qui porterait son budget à 975 M\$ (+20%), et de celui du *National Telecommunications and Information Administration* (NTIA), qui bénéficierait d'une augmentation de 17 M\$, portant son budget à 67 M\$ (+35%).

- Le 29 mars, le DOJ a envoyé des lettres aux législateurs des commissions judiciaires de la Chambre et du Sénat approuvant les propositions antitrust visant à empêcher les grandes entreprises technologiques d'accorder un traitement préférentiel à leurs propres produits. D'après les lettres vues par la presse, le procureur général adjoint par intérim Peter Hyun a déclaré : « Si elle est promulguée, nous pensons que cette législation a le potentiel d'avoir un effet positif sur le dynamisme des marchés numériques à l'avenir. Notre future compétitivité mondiale dépend de la capacité des innovateurs et des entrepreneurs à accéder à des marchés libres des titulaires dominants qui entravent l'innovation, la concurrence, la résilience et la prospérité généralisée ». Ces lettres marquent l'approbation la plus directe par l'administration Biden de l'*American Online Innovation and Choice Act* introduit au Sénat.
- Le procureur général de Caroline du Nord Josh Stein et le procureur général du Mississippi Lynn Fitch ont coordonné un groupe bipartisan de 44 procureurs généraux demandant, dans une [lettre](#) en date du 29 mars, aux sociétés de médias sociaux TikTok et Snapchat de donner aux parents plus de capacité à protéger leurs enfants en ligne en autorisant des applications tierces qui permettent aux parents de surveiller le contenu auquel leurs enfants ont accès. En plus de demander à ces entreprises de collaborer avec des applications de contrôle parental, les procureurs généraux demandent à TikTok et Snapchat de renforcer leurs propres outils de contrôles parentaux internes ainsi que leur politique de modération des contenus.

Santé

9. Une demande de budget de 127 Md pour la santé

L'administration Biden a demandé 127 Md USD pour le financement du *Health and Human Service* dans le cadre de la [demande de budget](#) de l'année fiscale 2023. Ce budget [incluerait](#) 87,7 Md sur 5 ans pour la préparation des réponses aux épidémies et des missions de biodéfenses, dont 28 Md directement pour permettre au *Center of Diseases Control and Prevention* de consolider son système d'infrastructure de santé et de surveillance. Le NIH (*National Institute of Health*) recevrait 12,1 Md pour le développement de vaccins, de tests et de traitements pour les menaces biologiques.

Le président Biden souhaite également consacrer 5 Md pour l'activité de l'ARPA-H. Le financement de la recherche contre le cancer, de la santé mentale, des soins de maternité dans les zones rurales et du *Indian Health Service* est aussi prévu dans l'enveloppe budgétaire demandée.

Brèves

- La FDA a [autorisé](#) mardi 29 mars une quatrième dose de vaccin pour les personnes âgées de plus de 50 ans, afin d'éviter une nouvelle vague
- Ce jeudi a été voté un [texte de loi](#) qui plafonne le prix du reste à charge de la dose d'insuline à 35\$. En 2019, le reste à charge moyen de la dose était de 82\$ d'après le [Health cost institute](#). Le prix de l'insuline était devenu un enjeu majeur de santé publique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité